

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 21/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)

Avenue du 11 Novembre 1918
45300 Pithiviers

Références : PB n°85/2025 – VAT20250101
Code AIOT : 0010013356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2) implanté Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers. L'inspection a été annoncée le 18/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du programme pluriannuel des contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)
- Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers
- Code AIOT : 0010013356

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Les activités exercées par la société ORGAPHARM dans son établissement de Pithiviers sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juin 2017. Le site actuel est issu de la fusion des sites OGP1, dont les activités sont réglementées par l'AP du 18/01/2011, et OGP2, dont les activités sont réglementées par l'AP du 17/02/2000.

L'établissement ORGAPHARM est soumis à autorisation pour les rubriques 1434-2, 1450-1, 2620, 2915-1a, 3410 - a à h et j, 3450, 4001, 4110-1a, 4110-2a, 4130-2a, 4331-1, 4710-1, et 4716-1.

Il est également classé Seveso seuil bas par règle de cumul concernant les dangers pour la santé, les dangers physiques et les dangers pour l'environnement, en application de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

L'établissement est également soumis aux dispositions de la directive du 24 novembre 2010 dite « IED ». Le site relève des rubriques 3410 et 3450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des déchets	AP Complémentaire du 07/06/2017, article 2.4	/	Astreinte	30 jours
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	30 jours
3	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
5	Etude technique foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
8	Procédure dépotage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	30 jours
10	Réalisation des campagnes d'analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Demande d'action corrective	60 jours
11	Exigences	Arrêté Ministériel	/	Demande d'action	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	pour les prélèvements PFAS	du 20/06/2023, article 4		corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Protection contre le risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.3.3	/	Sans objet
7	Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Sans objet
12	Déclaration GIDAF des résultats d'analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées a repris les suites non soldées de l'inspection précédente du 11 avril 2024.

Lors de cette inspection, un point d'attention particulier a été porté sur l'action nationale 2024 relative aux PFAS.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/06/2017, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/01/2024 (article 1), la société ORGAPHARM exploitant une installation de chimie fine, rue du Moulin de la Canne à PITHIVIERS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2017 susvisé, en procédant à l'évacuation des déchets dangereux, dont la quantité, par type de familles de déchets, est supérieure aux quantités définies par elle-même dans le cadre de la détermination du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.</p> <p>Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant justifie de l'évacuation des :</p> <ul style="list-style-type: none"> déchets aqueux (OGP1 eaux souillées Pilote neutres) stockés en GRV pour ramener la quantité susceptible d'être présente à un seuil inférieur ou égal à 30 tonnes ; déchets aqueux acides (OGP1) stockés en GRV pour ramener la quantité susceptible d'être présente à un seuil inférieur ou égal à 30 tonnes.
<p>Constats :</p> <p>L'inventaire présenté le 26 novembre indique une quantité de 80 tonnes de déchets aqueux stockés en GRV répartis en 53 tonnes de déchets aqueux neutres et en 27 tonnes de déchets aqueux acides.</p> <p>L'inspection relève un dépassement de 23 tonnes de la quantité de déchets aqueux neutres par rapport à la quantité prescrite de 30 tonnes.</p> <p>Un fichier informatique transmis le 29 novembre 2024 fixe des échéances d'enlèvements prévus fin novembre et début décembre.</p> <p>A la demande de l'inspection pour s'assurer que l'action corrective d'enlèvement des déchets a permis de revenir à une situation régulière dans le temps de rédaction du rapport, l'exploitant a transmis le 17 février 2025 un état des stocks réactualisé.</p> <p>L'inventaire du 17 février 2025 indique une quantité de 122 tonnes de déchets aqueux stockés en GRV répartis en 38 tonnes de déchets aqueux neutres et 84 tonnes de déchets aqueux acides.</p> <p>L'inspection relève un dépassement de 8 tonnes de la quantité des déchets aqueux neutres par rapport à la quantité prescrite de 30 tonnes et un dépassement de 54 tonnes de la quantité des déchets aqueux acides par rapport à la quantité prescrite de 30 tonnes.</p> <p>Constat : Non-respect des quantités de déchets aqueux à stocker en GRV sous le seuil de 30 tonnes par catégorie de déchet (déchets aqueux neutres et déchets aqueux acides).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection précédente du 11 avril 2024 a relevé l'absence de tenue à jour d'un état des stocks complet et des écarts entre le plan des stockages et la réalité physique des entreposages.</p> <p>L'exploitant a indiqué dans sa réponse la réalisation d'un inventaire tournant dans le bâtiment 15 pour vérifier et corriger, si nécessaire, les emplacements et les quantités de produits stockés à échéance de juin 2024.</p> <p>L'exploitant présente en inspection une feuille de calcul établissant un état des stock mis à jour quotidiennement et arrêté au 26 novembre 2024.</p> <p>Cet état des stocks est tenu à disposition en version imprimée en salle POI, à l'accueil et dans la mallette d'astreinte. Une version informatique est disponible sur clé USB.</p> <p>L'état des stock comporte de nombreux onglets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à la demande du SDIS, l'exploitant a inclus trois onglets spécifiques : un plan ETARE des risques, deux onglets détaillant les risques par bâtiment et les quantités stockées associées. • Un onglet ICPE liste les quantités en stock par rubrique ICPE. • un onglet Déchets précise les quantités de déchets sur site et notamment les déchets aqueux en GRV. <p>Hors déchets aqueux en GRV, l'inspection ne relève aucun écart relatif aux quantités prescrites à l'établissement.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant justifie de la formation le 22 mai 2024 de dix salariés du magasin pour resensibilisation du personnel du magasin pour mouvementer les produits afin de garantir la concordance entre l'emplacement physique réel et l'état informatique des stocks.</p>

Par sondage, l'inspection a vérifié l'exactitude des informations portées sur l'état des stocks mis à disposition et la réalité physique des entreposages.

Le premier contrôle par sondage dans le bâtiment 4 a relevé un léger décalage concernant le stock de silice qui devait être présent à l'emplacement prévu. Un second contrôle, réalisé dans le bâtiment 15, a mis en évidence : l'absence de l'hydroxyde de magnésium (49 kg) indiqué dans l'état des stocks et la présence de N-hydroxysuccinimide (18 kg) non indiqué dans l'état des stocks.

Constat : Écart de concordance entre l'état des stocks papier et l'état physique des stocks.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 23/05/2024

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Constats :

L'inspection précédente a souhaité contrôler que l'ensemble du personnel mis à disposition depuis 2022 par la société de gardiennage était formé à la mise en œuvre des moyens prévus

dans le cadre de la stratégie de défense incendie.

L'exploitant a transmis la liste des six agents de la société de gardiennage formés en 2022 et 2023. L'exploitant présente un courrier du 15 mai 2024 du directeur d'agence de la société de gardiennage s'engageant à former le chef de poste et lui-même en fin d'année 2024. Aucun justificatif de réalisation de cette formation n'a été présenté en inspection.

Pour la gestion d'un incendie, l'exploitant précise que les consignes et procédures sont disponibles sur le réseau (G Vision) et dans le LMC de la société de gardiennage

En cas de mise à disposition d'un personnel de la société de gardiennage non formé, l'exploitant indique qu'il dispose sur site d'agents formés pour pallier une absence, un arrêt maladie ou un accident du travail.

Selon l'exploitant, en mode très dégradé, en cas d'urgence, le responsable de site de la société de gardiennage pourrait être présent sur site en moins de dix minutes.

Constat : Absence de justification de la réalisation de la formation du chef de poste et du chef d'agence de la société de gardiennage

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Protection contre le risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre le risque foudre - ARF

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/06/2024

Prescription contrôlée :

[...]. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection précédente a relevé l'absence de mise à jour de l'analyse du risque foudre suite à la transmission du réexamen de l'étude de dangers.</p> <p>L'exploitant a indiqué en inspection avoir confié à un bureau d'études expert en protection foudre la réalisation de l'analyse du risque foudre (ARF) pour le 1^{er} juillet 2024 au plus tard et qu'à l'issue de la réactualisation de l'ARF, l'Étude Technique Foudre et la notice de vérification associée seront réalisées.</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté en inspection ces documents réactualisés.</p> <p>Dans le temps de rédaction du rapport, l'exploitant a transmis le 17 février 2025, l'analyse du risque foudre référencée ARF-171224-01 réalisée le 17 décembre 2024 par le bureau d'études expert en protection foudre.</p> <p>Constat : Absence d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etude technique foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le temps de rédaction du rapport, l'exploitant a transmis le 17 février 2025, l'analyse du risque foudre référencée ARF-171224-01 réalisée le 17 décembre 2024 par le bureau d'études expert en protection foudre.</p> <p>Cette analyse du risque foudre met en exergue la nécessité de protéger certains bâtiments et équipements de l'établissement.</p> <p>L'étude technique dimensionnant les moyens requis pour assurer la protection de l'établissement contre la foudre ainsi que la notice technique n'ont pas été transmises.</p> <p>Constat : Absence de transmission de l'étude technique et de la notice associée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...].</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. [...].</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis post inspection les compte-rendu Q18 délivrés pour trois rapports de vérification électrique : R134407864-001-1, R134427439-001-1 et R134427448-001-1.</p> <p>Les trois comptes-rendus Q18 concluent que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Constat : Absence d'écart relevé</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures concourant à la maîtrise des risques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/06/2024
Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection précédente, le dépassement d'un seuil fixé par la nomenclature des installations classées ou une quantité/volume fixé par l'arrêté préfectoral complémentaire de 2017 (cahier des charges, programmation, test, mise en service, etc...) avait été détecté.</p> <p>L'exploitant a développé et mis en place une alerte sur une feuille du tableur constituant l'état des stocks issu de l'ERP. Un onglet spécifique permet de visualiser le non-dépassement des seuils ICPE et des quantités autorisées.</p> <p>Constat : Absence d'écart relevé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Procédure dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure dépotage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant avait indiqué en inspection le 11 avril 2024 que les situations orageuses sont gérées par expériences (hydrogénation, dépotage des liquides inflammables).</p> <p>L'inspection a constaté lors de cette inspection que l'exploitant n'a pas défini la procédure encadrant les activités de dépotage d'inflammables et d'hydrogénation en période d'orage (arrêt de l'activité, à partir de quel moment, etc..)</p> <p>Dans sa réponse au constat relevé lors de l'inspection du 11 avril 2024, l'exploitant a indiqué avoir sollicité le service Alerte Foudre de Météorage, filiale de Météo France et être en attente d'une proposition commerciale.</p> <p>Il est précisé dans sa réponse qu'une mise en place de ce dispositif d'alerte est fixée à fin octobre 2024 pour gérer les activités à risque en période orageuse (dépotage de liquides inflammables et d'hydrogénation).</p>

L'analyse du risque foudre du 17 décembre 2024, transmise à l'inspection le 17 février 2025, conseille en page 31 de mettre en place un système de prévention en compléments des systèmes de protection suivants :

- soit par détecteur d'orage conforme à la norme NF EN 62793
- soit via un abonnement à Météorage.

Dans son courriel du 17 février 2025, l'exploitant confirme qu'aucune contractualisation avec le service Météorage n'est réalisée à ce jour.

Constat : Absence de justification de mise en œuvre d'un moyen de prévention et d'alerte en cas d'orage et de procédure encadrant les activités de dépotage d'inflammables et d'hydrogénation en période d'orage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

ORGAPHARM a transmis la liste de PFAS utilisés sur le site. Les analyses réalisées par l'exploitant ont bien porté sur les 20 PFAS obligatoires selon l'arrêté ministériel du 20/06/23.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Réalisation des campagnes d'analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des analyses faites sur les rejets d'eaux usées OGP1 et OGP2.</p> <p>En revanche, les eaux pluviales n'ont pas été testées car considérées par l'exploitant comme non susceptibles d'être contaminées du fait que :</p> <p>1) les eaux pluviales de voirie à proximité des ateliers sont considérées et gérées comme des eaux usées ;</p> <p>2) il n'y a pas eu d'utilisation de mousses incendies susceptibles de contaminer le réseau des eaux pluviales.</p> <p>Toutefois, l'exploitant a transmis après inspection des documents relatifs aux émulseurs utilisés dans l'établissement. Ces documents ne permettent pas à l'inspection d'évaluer l'absence de substances PFAS dans ces produits.</p> <p>Constat : Le contexte présenté par l'exploitant ne permet pas de justifier une absence d'analyse des eaux pluviales.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 11 : Exigences pour les prélèvements PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de</p>

<p>l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après les résultats fournis par l'exploitant, le prélèvement effectué sur le point de rejet des eaux usées OGP1 a bien été réalisé sur 24h asservi au débit. En revanche, le prélèvement sur le point de rejet des eaux usées OGP2 a été réalisé par asservissement au temps. Aucune justification d'impossibilité n'a été présentée.</p> <p>Constat : Le prélèvement sur le point de rejet des eaux usées OGP2 n'a pas été réalisé sur 24h asservi au débit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 12 : Déclaration GIDAF des résultats d'analyse PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a bien reporté les résultats des analyses réalisées dans l'outil GIDAF.</p> <p>Constat : Absence d'écart relevé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>